

Exigeons une loi d'urgence pour empêcher l'hécatombe climatique

Combien de morts faudra-t-il pour que le gouvernement et les parlementaires votent une loi d'urgence nous protégeant des événements climatiques extrêmes ? Les hôpitaux sont submergés, les urgences saturées, les hyperthermies, malaises cardiaques et insuffisances respiratoires explosent. Après les animaux et les plantes, les humains succombent déjà par centaines à la canicule. Bientôt nous compterons nos morts par milliers. De leur côté, les pompiers ne savent pas comment ils vont tenir face aux incendies qui se multiplient.

La vague de chaleur qui nous accable aujourd'hui est « hors normes », mais elle deviendra la norme si les responsables politiques n'agissent pas immédiatement pour empêcher l'accélération de la catastrophe climatique.

Le changement climatique pousse nos corps et nos infrastructures à la rupture. Nous approchons 1,5°C de réchauffement global, et nous voyons déjà l'enfer qui nous attend si nous ne nous libérons pas de toute urgence de l'emprise de l'industrie fossile sur nos vies.

Ne pas agir immédiatement est tout simplement criminel.

Des décennies d'inaction et de mépris envers les recommandations scientifiques ont fait disparaître le climat que nos parents ont connu : au lieu de nous protéger, les pouvoirs publics ont laissé les producteurs d'énergies fossiles maintenir le statu quo et empêcher la transition énergétique.

Les majors pétrolières et gazières savaient dès 1971 que poursuivre les extractions d'hydrocarbures et les émissions de CO2 condamnaient l'humanité et la biosphère tout entière. Si elles avaient investi dans les énergies renouvelables et programmé leur sortie des énergies fossiles, nous n'en serions pas là aujourd'hui. Mais leurs dirigeants et principaux actionnaires ont choisi de mentir et de combattre la science : ils ont préféré sacrifier nos vies plutôt que leurs profits.

Ces individus cyniques sont responsables d'un crime nouveau : un « globocide » qui entraîne la disparition du

monde tel que nous le connaissons.

Rien n'arrêtera ces criminels climatiques si nous ne le faisons pas. Le gouvernement et les parlementaires doivent agir immédiatement pour leur retirer leur permis de tuer.

Pour éviter de transformer le monde en enfer, il nous faut une loi d'urgence climatique qui :

- Interdise à toutes les entreprises françaises de financer et/ou de participer, directement ou indirectement, à l'ouverture de nouveaux projets fossiles (charbon, pétrole, gaz), en France ou à l'étranger.
- Supprime toutes les subventions aux énergies fossiles.
- Interdise le lobbying de l'industrie fossile.
- Reconnaisse le crime de « globocide ».

Pour que les vies brisées et les familles endeuillées ne soient pas de simples statistiques qui font la une des journaux, mais une tragédie humaine qui ne se répète pas, il nous faut agir dès maintenant. **C'est une question de survie, littéralement.**

Crédit photo : THOMAS COEX / AFP